

**Merci à anonyme4
pour le partage de sa copie
pour le site devenez-fonctionnaire.F**

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

A compléter par le candidat

rabattre le cache qu'en présence d'un membre de la commission

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel (1)

¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Externe

Pour l'emploi de : contrôleur des finances publiques

Épreuve n° : 2

Matière : 103 - Droit

Date : 01/02/2022

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement. Une autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation de crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance.

NOTE / 20

10,00

Première partie

N. Note vient me voir car il a un problème : N. Rigue lui doit de l'argent. Il aimerait être remboursé de l'argent qu'il a prêté. La somme versée est de 10000 €. Il dispose d'une reconnaissance de dette sous la forme d'un écrit (un acte sous seing privé signé par N. Rigue) sa sœur était présente lors de l'accord conclu entre N. Note et N. Rigue.

Dans un premier temps, il convient de rappeler qu'un acte sous seing privé a une valeur juridique et tient lieu de convention, contrat, voir loi entre 3 parties. Dans un second temps il faut rappeler qu'une somme n'est due que si elle n'a pas encore été payée.

Ainsi, il conviendra de prouver que la charge de la preuve repose bien sur N. Note et nous verrons si ce dernier peut bien prouver que son ami lui doit 10000 €.

La première chose que je peux dire à N. Note est de vérifier ses relevés bancaires. Il est possible qu'entre le 23 juin 2021 et le 22 novembre 2021, la somme lui ait été rendue par virement bancaire. Je lui conseille d'imprimer tous ses relevés bancaires de l'année 2021. Ces relevés lui serviront de preuve : du prêt dans un premier temps puis du non remboursement. La preuve peut se faire par tout moyen devant le juge. Rien n'indique que N. Rigue n'a pas encore au 22 novembre remboursé la somme

due. Ainsi, R. Note devra prouver grâce par exemple à ses relevés bancaires qu'il a prêté de l'argent (par virement ou par chèques) et qu'il n'a pas été remboursé depuis. Si le remboursement n'a pas eu lieu, R. Note peut le signifier à R. Pique par l'envoi d'un courrier en recommandé avec accusé de réception. S'il n'a pas de nouvelles au bout d'un certain temps il pourra prendre un avocat et passer devant le juge du Tribunal de grande instance compétent pour les litiges sur des sommes à partir de 10 000 €.

La preuve peut se faire par tous moyens et l'acte sous seing privé a une vraie valeur juridique; Il est écrit et signé par R. Pique. Cet acte tient lieu de convention entre les deux amis et il est porteur de devoirs et de droits. Le consentement de R. Pique est sans vice (dol, erreur, incapacité). La cause et l'objet sont licites. L'acte peut donc servir de preuve licite devant le juge du TGI.

La sœur de R. Note peut éventuellement apporter son témoignage mais il n'est pas sûr que le juge le prenne en compte.

La charge de la preuve incombe bien à R. Note qui doit prouver qu'il a prêté de l'argent qui n'a pas été rendu. La preuve peut se faire par tous moyens.

R. Note sera en mesure de prouver que son ami R. Pique lui doit de l'argent grâce à :

- La reconnaissance de dette.
- Les relevés bancaires de 2021 de R. Note.
- L'éventuel témoignage de la sœur.
- Une déclaration éventuelle du prêt que R. Note aurait fait à la direction

générale des finances publiques.

Deuxième partie

Nax a ouvert un commerce spécialisé dans la distribution de jouets en bois.

Il a effectué plusieurs actes en 2020. Nax est devenu commerçant le 01/12/2020.

Il existe des actes civils et des actes de commerce. Les commerçants sont présumés faire des actes de commerce. Il existe plusieurs types d'actes de commerce : les actes de commerce par la forme, par nature ou accessoire.

Il va s'agir ici de savoir quels types d'actes a établi Nax, de l'achat du local jusqu'à la vente de son premier jouet à un client.

Pour le premier acte, il s'agit d'un acte de vente d'un bien immobilier. Ce contrat de vente doit respecter 4 conditions essentielles : les contractants doivent avoir la capacité juridique, leur consentement doit être libre et volontaire (exclusion de l'erreur, du dol, de la violence) l'objet et la cause doivent être licites. Les conditions sont réunies. La vente est faite par Mme Prudence à Nax qui à ce moment là n'est pas commerçant. Le contrat n'est donc pas présumé acte de commerce. L'acte est pourtant un acte de commerce car le but de cette vente n'est pas un usage privé mais commercial. L'acte n°3 est donc un acte commercial.

L'acte n° 2 est accessoire de l'acte n° 1. La caution (le père de Max) en signant est aussi partie. Le contrat de cautionnement est un acte de commerce par accessoire.

L'acte n° 1 tout comme l'acte n° 2 est un acte de commerce. On peut le dire car son objet : le prêt d'une somme d'argent dans le but d'acheter le local est commercial.

L'acte n° 4 est aussi un acte de commerce. En effet, il s'agit d'un acte établi pour les besoins du commerce.

Tout acte fait par un commerçant est présumé être un acte de commerce. Toutefois, Max devenu commerçant peut aussi être amené à établir des actes civils. Ainsi, l'acte n° 5 est un acte civil. L'acte n° 5 est un acte civil. En effet, la grand-mère de Max n'a rien à voir avec le commerce de Max.

Enfin, l'acte n° 6 consiste en l'action d'acheter des biens pour revendre. Il s'agit là d'un acte de commerce fait par un commerçant.

Selon la qualité du contractant et la qualification de l'acte, ce sera le juge civil ou le tribunal de commerce qui sera compétent en cas de litige.

Les actes n° 1, 2, 3, 4 et 6 sont des actes de commerce. Le tribunal de commerce est donc compétent. L'acte n° 5 est un acte civil, le tribunal d'instance ou de grande instance sera donc compétent.

Troisième partie

La II^{ème} République a débuté avec la constitution de 1958. La constitution a renforcé les pouvoirs du président de la République affaiblis durant la IV^{ème} République. Depuis 1958, il y a eu plusieurs réformes des institutions. La durée du mandat du président de la République élu au suffrage universel direct est passé de 7 ans à 5 ans. Il s'agit d'une réforme importante. Il s'agit de voir dans cette composition comment le chef du gouvernement et de l'exécutif à savoir le premier ministre a pu se rendre utile à la II^{ème} République et comment son rôle a évolué face à l'évolution de toutes les institutions. Tout d'abord, le premier ministre est le chef du gouvernement et de ce fait, il représente le gouvernement (exécutif). I) Le président de la République a besoin de son premier ministre afin de mener à bien sa politique. II)

I) Le rôle du premier ministre face au pouvoir législatif et au peuple.

A) Le premier ministre : le chef du gouvernement

Le premier ministre, suite à sa nomination, nomme à son tour les membres du gouvernement c'est à dire les autres ministres. C'est également lui qui dirige le conseil des ministres. Il est le chef de l'exécutif. Ainsi, le gouvernement suit la direction du premier ministre. Quand le chef du gouvernement donne sa démission au président de la République, tous les autres ministres seront également remplacés par la suite. Même s'il n'est pas formellement obligé, le premier ministre donnera sa démission si le président lui demande. Ce qui peut arriver quand il y a

divergence de point de vue entre le chef de l'État et le chef du gouvernement.

B) Le représentant du pouvoir exécutif

Le premier ministre représente le gouvernement devant la population en France. C'est lui qui détaille les mesures qui peuvent être annoncées par le président français. Il détaille ces mesures à l'aide des autres ministres selon le thème (santé, travail, etc.). Il a aussi ce rôle auprès du parlement : assemblée nationale et Sénat.

Le parlement a la possibilité de poser des questions au cours de séances au gouvernement. C'est le premier ministre qui sera en première ligne afin de répondre aux questions. Ce sera également lui, qui après le conseil des ministres ira porter les projets de lois devant le parlement. Ainsi, le président de la République repose beaucoup sur son premier ministre afin de mettre en œuvre sa politique et son programme.

II) Le besoin de passer par le premier ministre.

A) Avant la réforme : une gestion difficile

Il y a peu, le président de la République était élu pour 7 ans en France. Une réforme récente a baissé le mandat et sa durée à 5 ans. Ainsi, la durée du mandat présidentiel et celui des députés est de 5 ans. Comme nous l'avons vu, le président nomme le premier ministre. Toutefois, il doit le faire en fonction de la couleur politique dominante à l'Assemblée nationale. Ainsi, à l'époque, les élections présidentielles et législatives n'avaient pas lieu au même moment. Les élections législatives pouvaient

avoir lieu plusieurs années après l'élection du président qui était obligé de changer de premier ministre pendant son mandat en fonction des résultats des législatives. Ainsi un président de droite pourrait se retrouver obligé de nommer un premier ministre de gauche. On appelait cela la cohabitation. Le premier ministre d'un autre parti politique pouvait donc freiner ou ralentir les réformes voulues par le président. Ces situations ne peuvent plus se reproduire.

B) Après la réforme : une politique plus stable.

Suite à la baisse de la durée du mandat présidentiel, les élections législatives et présidentielles se sont alignées et ont lieu à quelques temps d'intervalle. Les électeurs élisent donc le président d'une certaine couleur politique puis des députés en général juste après de la même couleur politique. Le président peut donc choisir un premier ministre de la même couleur politique que lui qui pourra l'aider à mener à bien sa politique et ses réformes. La cohabitation difficile entre M. Jacques Chirac et M. Lionel Jospin appartient donc au passé. On peut noter que de cette réforme émerge un autre problème : le premier ministre parfois peut être plus apprécié que le chef de l'État. Cela remet parfois en cause la légitimité même du président de la République.